

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE
Direction Patrimoine Immobilier et Services Techniques
Hôtel-Dieu – Saint Jacques

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P)

Pouvoir Adjudicateur
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE
Direction Patrimoine Immobilier et Services Techniques
Hôtel-Dieu – Saint Jacques
2, rue Viguerie - TSA 80035
31059 Toulouse Cedex 9

Maître d'ouvrage
CENTRE HOSPITALIER
1 Place Vialas
81500 LAVAUUR

Objet du marché : Maintenance des appareils élévateurs, quais niveleurs, portes et barrières automatiques du GHT Haute-Garonne et du Tarn Ouest

LOT N° 7 : Maintenance des Portes de garage, Portes, Portails et Barrières motorisés, semi-automatiques, automatiques du CH de Lavaur

Table des matières

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1-1 Préambule	3
1-2 Généralité	3
1-3 Présentation du GHT	4
1-4 Présentation générale du Centre Hospitalier de Lavour	5
1-5 Equipements concernés.....	5
1-6 Réglementation en vigueur	5
1-7 Obligation en matière Environnementale	5
1-8 Sujétion en milieu hospitalier	5
1-9 Obligation du Titulaire	6
TITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	9
2-1 Dispositions réglementaires et législatives.....	9
2-2 Généralité	9
2-3 Maintenance préventive.....	11
2-4 Gamme de maintenance.....	12
2-5 Dispositions particulières.....	13
2-6 Traçabilité	14
2-7 Pièces détachées	15
2-8 Délais	16
TITRE III – EXECUTION DES PRESTATIONS DE LIVRAISON DE FOURNITURE	17
3-1 Rédaction Devis	17
3-2 Lieux de livraison	17
3-3 Modalité de livraison	18
TITRE IV – EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX	18
4-1 Généralités	18
4-2 Prescriptions techniques	20
4-3 Réception des travaux	22
4-4 Modalités de chantier	23

TITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet de définir les prestations de maintenance et de modernisation réalisées sur les portes de garage, portes, portails et barrières motorisés, semi-automatiques ou semi-automatiques du CH Lavour

1-1 Préambule

- Terminologie

- Le terme « SI » désigne le Système Informatique du titulaire
- Le terme « BPU » désigne le Bordereau de Prix Unitaire
- Le terme « BC » désigne le bon de commande.
- Le terme « GHT » désigne le Groupement Hospitalier de Territoire.
- Le terme « Equipement » désigne les portes de garage, portes, portails et barrières motorisés, automatiques ou semi-automatiques.
- Le terme « GMAO » désigne l'outil de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur.

La Politique d'achats du GHT conduit à orienter la maintenance des équipements vers un prestataire ayant la capacité à proposer, de la compétence technique, des moyens humains et matériels performants, une bonne réactivité et ce à des coûts satisfaisants.

Ce marché est un enjeu important pour le GHT avec de fortes attentes sur l'optimisation.

- Des processus d'intervention
- De la disponibilité des équipements
- De la Gestion et des coûts des traitements administratifs
 - o Optimisation commandes
 - o Optimisation facturation

1-2 Généralité

Le titulaire doit être capable d'assurer ces prestations par la mise en place d'une équipe compétente et d'un système d'information dédié aux domaines concernés, en relation avec des interlocuteurs désignés au sein des établissements du GHT.

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- De maintenir un bon niveau de fiabilité et de maintenance des équipements
- D'optimiser la durée de vie des équipements
- De bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- D'assurer la sécurité des biens et des personnes
- De maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.
- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les responsables techniques de chaque site du GHT.
- Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur.

Le titulaire ne pourra remettre en question le respect de ses engagements contractuels pour ne pas avoir mesuré les contraintes environnementales et de fonctionnement des établissements du GHT.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte dans son chiffrage pour chaque établissement du GHT l'ensemble des contraintes d'environnement et de fonctionnement des sites. En conséquence, l'entreprise ne pourra arguer du fait de son ignorance pour prétendre à ne pas respecter ses engagements contractuels.

Le titulaire ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à réception d'un ordre de service ou bon de commande, d'une connaissance insuffisante des sites et installations ou d'éléments locaux tels que moyens d'accès et de stockage, conditions particulières d'interventions (liées aux propres règles de l'hôpital), conditions climatiques ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

L'entreprise est réputée, lors de la remise de son offre, avoir :

- Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations
- Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations ;
- Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux ;
- Le cas échéant, questionner l'établissement adhérent ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge de l'entreprise.

L'entreprise devra prendre en compte les évolutions réglementaires connues au moment de la consultation et ce, tout au long du marché.

1-3 Présentation du GHT

Les établissements du GHT concernés par cet accord cadre sont :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse
- GCS Clinique Universitaire du Cancer
- GCS Blanchisserie Toulousaine de santé
- Le Centre Hospitalier de Lavaur
- Le Centre Hospitalier de Muret
- Le Centre Hospitalier de Comminges Pyrénées
- Les Hôpitaux de Luchon
- Le Centre Hospitalier Gérard Marchant



1-4 Présentation générale du Centre Hospitalier de Lavaur

Le Centre Hospitalier de Lavaur regroupe sur la commune de Lavaur un hôpital général (MCO), un centre psychothérapeutique, une unité de soins de longue durée (USLD) et un EHPAD. Il comprend également des unités de consultation ou d'hospitalisation de jour répartis dans le département du Tarn. Il dispose également d'une unité d'hébergement psychiatrique à Castres.

Les tableaux ci- après détaille les différents sites

HOPITAL GUIRAUD	1 PLACE VIALAS	81500 LAVAUR
CENTRE PINEL	Route de Toulouse	81500 LAVAUR
EHPAD	Avenue Malroux	81500 LAVAUR
USLD Unité de soins de longue durée	Route de Toulouse	81500 LAVAUR
Hôpital de jour Bel Air	Route de Bel Air	81500 LAVAUR
SSIAD (soins à domicile)	Zac Cauquillous	81500 LAVAUR
CMP ADO	64 avenue Charles de Gaulle	81500 LAVAUR
Hôpital de Jour	Fbg de Planquette	81370 St SULPICE
CMP Pédopsychiatrie	Rue Rouzet	81300 GRAULHET
HDJ/CMP Les Lices	109 Chemin du Corporal	81000 CASTRES
Hôpital de Jour Les Iris	109 chemin du Corporal	81100 CASTRES
UPC Unité Psychiatrique de Castres	VC 30	81100 CASTRES

1-5 Equipements concernés

Les équipements à prendre en compte dans le périmètre du présent CCTP sont donnés en annexe au présent CCTP pour le Centre Hospitalier de Lavaur

1-6 Réglementation en vigueur

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des équipements concernés, et ce, pendant toute la durée du marché.

1-7 Obligation en matière Environnementale

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira au CH Lavaur les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

1-8 Sujétion en milieu hospitalier

Il est rappelé que les prestations se dérouleront en milieu hospitalier, en sites occupés.

Le titulaire doit en conséquence tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies de pompiers, parkings...).

- Une partie des installations est situé dans des établissements psychiatriques. Le Titulaire devra particulièrement veiller à ne pas laisser de véhicules ouverts ou d'outils sans surveillance

- L'accès aux blocs opératoires sera impérativement programmé et pourra en cas d'urgence opératoire être remis en cause à la dernière minute.

- Suivant les disponibilités des agents de l'établissement et en fonction du type d'intervention, le Titulaire sera ou non accompagné.

1-9 Obligation du Titulaire

1.9.1. Personnel d'intervention.

Le titulaire dispose de toutes les compétences, moyens humains et matériels nécessaires pour répondre aux obligations de résultat imposées par le présent marché. Le personnel devra être en nombre suffisant, qualifié, habilité et spécialement formé aux tâches et opérations de maintenance qui lui sont confiées.

Le titulaire transmettra la liste des personnes assurant les prestations de maintenance des équipements. En aucun cas, le titulaire ne pourra demander au centre hospitalier de Lavour de lui fournir du personnel pour l'exécution des prestations.

Les personnes intervenantes sur le site du Centre Hospitalier de Lavour devront être impérativement habilitées pour les tâches qui leur incombent.

Elles devront être obligatoirement munies d'un badge avec photo délivré par le titulaire du marché et de leur carnet d'habilitation, qui pourra leur être demandé à tout moment par le personnel du Centre Hospitalier de Lavour

Au début du marché, les personnes intervenantes seront présentées aux responsables de la sécurité /sreté et aux personnels techniques du Centre Hospitalier de Lavour.

Le titulaire assure le remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de même qualification, qu'elles que soient les circonstances.

Le titulaire désigne un Représentant qui est l'interlocuteur habituel du Centre hospitalier de Lavour. Tout changement de Représentant doit être réalisé conformément aux dispositions du CCAP.

Le titulaire met à disposition de son personnel tout l'outillage et l'appareillage nécessaires à la bonne exécution du marché. L'outillage et l'appareillage seront conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés et vérifiés.

Les moyens de communication du personnel font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'assurera que ces dispositifs sont compatibles avec les équipements du Centre Hospitalier de Lavour. Il est rappelé que les réseaux commerciaux de télécommunication ne sont pas autorisés dans les services de soins ou d'examens.

1.9.2. Conditions d'intervention

Les services techniques du CH Lavour établiront en concertation avec le titulaire, un plan de prévention pour notamment prévenir les accidents du travail :

- Plans préventifs d'hygiène et de sécurité,
 - Gestion des extincteurs et des permis feux,
 - Eclairage des zones d'évolution des personnels,
 - Contrôle des échelles et des garde-corps fixes,
 - Respect des règles de circulation et de stationnement.
 - Porter à la connaissance du titulaire le DTA (dossier technique amiante) de l'établissement
- Les techniciens du titulaire peuvent être amenés à intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ; à ce titre le titulaire devra fournir la preuve que ses techniciens ou intervenants sont formés suivant la réglementation en vigueur en sous-section 4 et appliquent pour chaque processus mis en place les mesures de précautions établies dans le mode opératoire.
- etc....
 - Ou d'une façon générale toutes les règles de bonnes conduites.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie du site concerné et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protection nécessaires lors de ses interventions. Les Services Techniques procéderont par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

Les éléments relatifs aux Mesures générales de prévention applicables à chaque établissement du GHT figurent en annexe du présent CCTP dans le dossier Hygiène et sécurité.

Le titulaire sera tenu de se soumettre aux contraintes de l'organisation générale du CH Lavour, par exemple : passages imposés, interventions phasées ou en horaires décalés par tranche, etc... ainsi que celles dues à l'environnement, sans que ne puisse être demandé d'augmentation d'honoraires dans le cas du contrat étendu. Pour le contrat minimal cette augmentation d'honoraires sera traitée par bon de commande d'après les informations figurant dans l'annexe financière.

1.9.3. Présence d'amiante

Toute activité réalisée à proximité ou sur des MPCA (matériaux ou produits contenant de l'amiante), oblige à appliquer des règles strictes et réglementaires. Ces éléments ne sont nullement limitatifs, mais représentent un préalable obligatoire.

Il appartient au titulaire de tout mettre en œuvre, afin de respecter ces principes et de prévoir dans son offre la gestion du risque amiante. Pour cela le titulaire pourra consulter sur simple demande auprès des responsables des services techniques du Centre Hospitalier de Lavour le Dossier Technique Amiante (DTA) de chaque établissement.

1.9.4. Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents d'ordre technique dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

1.9.5. Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du responsable technique de l'établissement, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

1.9.6. Condition d'exploitation et responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est informé par le Centre hospitalier de Lavour de la classification de certains sites et des conséquences que cela entraîne, notamment en termes de performance attendue, des consignes de sécurité spécifiques à l'établissement, et des consignes d'évacuation en cas d'incendie.

En cas d'évolution du classement du patrimoine, le Titulaire avisera le Centre hospitalier de Lavour sous 15 jours des conséquences potentielles de ces modifications. Au-delà de ce délai, il en accepte la totalité des contraintes dans le cadre du présent contrat forfaitaire.

En cas de désorganisation des conditions d'exploitation d'un bâtiment ERP à la suite de la mise à l'arrêt d'un/des équipement(s) au-delà de 3 jours ouvrés ou non, le Titulaire prendra à sa charge les frais inhérents aux dispositions compensatoires qu'aura dû mettre en place le Centre Hospitalier de Lavour pour assurer la continuité du service. le Centre Hospitalier de Lavour pourra avoir recours à une société gardiennage ou un agent de sécurité pour garantir les accès par exemple.

Sur décision expresse du Centre Hospitalier de Lavour la clause de gardiennage pourra être applicable immédiatement. En cas de défaillance prolongée au-delà des délais figurant dans le présent contrat, le Responsable technique de l'établissement du Centre Hospitalier de Lavour peut faire appel soit à l'installateur, soit au fabricant de l'équipement pour effectuer les réparations et remise en service aux torts et frais exclusifs du Titulaire.

le Centre Hospitalier de Laval assure un service public.

Le bon fonctionnement des équipements est une des conditions du maintien de la sécurité et du respect de ce service.

Le Titulaire indiquera donc comment il répondra à cette nécessité, y compris dans des cas de grève, de pandémie... etc.

Dans son mémoire technique le titulaire déclinera son plan de continuité de service.

Le non-respect de ce plan de continuité de service pourra donner lieu aux pénalités prévues au CCAP

Le titulaire ne doit pas laisser s'installer une situation dangereuse pouvant porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux biens des personnes.

A cet effet, il doit informer le Centre Hospitalier de Laval de toute situation dangereuse existante à la prise du contrat ou pouvant survenir par la suite en cours de contrat, de proposer des solutions adéquates et commentées visant à éliminer les situations à risques et de proposer des devis appropriés.

Le titulaire doit s'assurer à la prise du contrat que les équipements sont conformes aux normes, lois, décrets et arrêtés leur étant applicables et le cas échéant de proposer la mise en conformité des équipements et de fournir un devis argumenté au Centre Hospitalier de Laval

Le titulaire doit assurer la veille légale et réglementaire et informer l'établissement adhérent des nouvelles dispositions prises par application des Décrets et Arrêtés, de proposer des solutions d'amélioration et de fournir un devis argumenté.

1.9.7. Hygiène et sécurité pour les blocs et zones de soins.

Le titulaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité de ses employés intervenants sur les équipements du Centre Hospitalier de Laval

L'entreprise doit exercer une surveillance continue afin d'éviter tous accidents pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des équipements ou aux personnes se trouvant dans l'environnement d'un équipement en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le titulaire du présent marché.

Le titulaire est informé qu'il intervient dans des établissements publics de santé et que certaines interventions dans des secteurs particuliers en activité de l'établissement peuvent être source de contamination pour certains malades « immuno-déprimés ».

Les risques de contamination par les poussières entrent dans la catégorie des Aspergilloses Invasives Nosocomiales. La transmission à l'homme est aérienne, soit par les voies respiratoires, soit par inoculation directe lors d'une intervention chirurgicale.

Des mesures de prévention sont à envisager et à valider préalablement avec le Cadre Hygiéniste de l'Etablissement et/ou le Coordonnateur de Sécurité/Santé. Selon l'étendue des interventions, ces mesures pourront être amenées à être approuvées par le C.H.S.C.T. de l'établissement concerné.

Pour certains secteurs particuliers à risques de contamination, le prestataire est informé qu'il peut être amené à porter des équipements spécifiques tels que sur-chaussures, combinaison, bonnet...

1.9.8. Evolution de la consistance du parc

L'annexe financière du marché public mentionne l'inventaire du parc des équipements soumis à une maintenance de type forfaitaire, tel qu'existant à la date de signature du contrat. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché public, par :

- **L'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché public** : il s'agit d'équipements initialement sous garantie ou acquis au cours du présent marché public, et qui sont inclus dans le marché public à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- **Le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché public** : ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché public et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché public, ces modifications se traduisent par une mise à jour, trimestrielle, de l'annexe financière, basée sur le nouvel état du parc constaté par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché public initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le Titulaire indique dans son offre et au cours de l'exécution du marché public, les équipements pour lesquels la maintenance est susceptible de ne plus être assurée jusqu'au terme du marché public, en raison de leur obsolescence annoncée par leur fabricant, notamment du fait de l'arrêt de fabrication des pièces détachées.

Le titulaire doit intervenir sur simple demande du Centre Hospitalier de Lavaur dans les conditions de délai d'intervention prévu au contrat sur les équipements qui sont en attente d'une intégration au contrat. Dans ce cas l'intervention du titulaire sur l'équipement en panne fera l'objet d'un bon de commande de régularisation sur la base du rapport d'intervention.

Ce rapport d'intervention cosigné par le technicien du titulaire et le représentant des Services Techniques où figureront :

- Le numéro de la demande d'intervention GMAO,
- Le numéro de l'instance GMAO,
- Le nom de l'intervenant,
- L'heure d'arrivée du technicien sur site,
- L'heure de départ du technicien du site,
- la durée de l'intervention,
- La cause de l'intervention,
- Les éléments relatifs au BPU Bordereau de prix (si cela est le cas)
- Le descriptif voire référence de la pièce détachée remplacée (si cela est le cas).

C'est sur les éléments portés dans ce document et dans l'annexe financière que le titulaire facturera à l'établissement du GHT sa prestation de dépannage.

TITRE II – EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

2-1 Dispositions réglementaires et législatives

L'entretien des équipements est réalisé conformément aux dispositions réglementaires et législatives en vigueur la liste ci-dessous est indicative et non limitative.:

- Décret n° 92-332 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail ;
- Décret n° 92-333 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;
- Arrêté du 10 novembre 1994 portant approbation des dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 2 juillet 2004 portant application aux portes, portails et barrières du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 ;
- Arrêté du 1 août 2006 (accessibilité PMR) modifié par arrêté du 30 novembre 2007 ;
- Arrêté du 9 août 2006 relatif à l'application de l'article R.125-3-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 relatif à la sécurité sur les lieux de travail ;

Le titulaire s'engage à effectuer les opérations de maintenance conformément à la réglementation, aux dispositions telles que définies dans le présent cahier des charges et selon le type de bâtiment, établissement recevant du public (ERP), bâtiment assujéti au code du travail.

2-2 Généralité

Le contenu des prestations tient compte des prescriptions du constructeur, les conditions et la fréquence d'utilisation, les horaires d'intervention, l'âge, la technologie de l'installation, la connexion à un système de phonie ou/et contrôle d'accès.

Le Titulaire planifie ses visites d'entretien préventif et communique au Centre Hospitalier de Lavaur chaque mois les dates et heures prévisionnelles de passage sur chaque appareil.

Le Titulaire est tenu de tracer toutes les vérifications légales en indiquant le résultat des essais (Satisfaisant / Non Satisfaisant).

La maintenance porte sur les éléments suivants :

- le tablier, vantail, barrière ;
- les éléments de guidage (rails, galets.) ;
- les articulations (charnières, pivots.) ;
- les fixations ;
- les éléments de transmission du mouvement, pignons, poulies ;
- les motoréducteurs, pompes, compresseurs, bête hydraulique ;
- les chaînes, câbles, sangles, vérins, courroies ;
- les fins de course ;
- les organes de commande ;
- les organes de sécurité des personnes ;
- les limiteurs d'efforts ;
- L'armoire de commande ;
- l'équilibrage (contrepois, ressorts) ;
- le débrayage manuel ;
- la signalisation visuelle et sonore, et le marquage au sol ;
- la propreté de l'ensemble de l'équipement.

Le Centre Hospitalier de Lavaur opérera pour un contrat étendu ou minimal

2.2.1. Prise en charge

Le Maître d'Ouvrage informera préalablement le Titulaire de maintenance de la présence d'amiante ou de toute autre matière dangereuse dans la constitution des locaux ou des équipements.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels ou équipements dont il prend en charge la maintenance. Le Titulaire s'interdit tout recours ultérieur et prend la responsabilité du bon fonctionnement des installations.

Le Titulaire déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (documentation technique, dispositions de remise en service, outils spécifiques et leurs notices, codes d'accès éventuels, organe de manutention, organe de mise en sécurité...). Il déclare prendre les installations sans réserve sauf spécifications particulières indiquées dans un formulaire d'état des lieux présenté par le Titulaire dans son offre de remise de prix et qui sera annexé au marché.

Dans le premier mois de la prise en charge du parc, le Titulaire apposera sur chaque équipement une étiquette indiquant :

- Le N° de l'installation
- Le N° de téléphone pour les demandes de dépannage
- Les coordonnées du Titulaire

Un bilan établi contradictoirement sera réalisé sous 3 mois, avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant et le Titulaire entrant, lors de la prise en charge des appareils selon annexe 1.

L'absence du Titulaire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne peut faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Celui-ci aura pour objectif de fixer un état de l'équipement lors de la prise du marché. Ces équipements devront être restitués à minima dans le même état à la fin du marché.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de ce bilan pour facturer des travaux qui seraient inclus au présent marché ou qui relèveraient d'un oubli ou manquement de sa part ou de ceux des entreprises ayant entretenu les installations auparavant. S'il n'y a pas de changement de Titulaire (sortant / entrant), les précédents audits feront foi.

2.2.2. Remise des équipements en fin de marché.

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence, éventuelle de l'ancien Titulaire, du nouveau Titulaire désigné, du Maître d'Ouvrage et de tout expert désigné par le Maître d'Ouvrage.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent cahier des charges, les travaux de remise en état

seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire. Le Titulaire accepte, pendant les trois derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau Titulaire sans rémunération complémentaire.

De manière à assurer la continuité du service de télésurveillance ou de téléalarme sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent marché, le Titulaire sortant s'engage à laisser en place du matériel non verrouillé et accessible pour la réalisation des tests cycliques ainsi que pour la modification du numéro de réception des appels. Il transmettra également sans délai au Titulaire entrant les appels qu'il pourrait recevoir, pendant une durée de 3 mois.

2.2.3. Devoir de conseil - Alerte

L'objectif du présent marché est notamment d'assurer la continuité de service et la sécurité des occupants et utilisateurs des bâtiments, que ce soit les locaux de service, ou les locaux ouverts au public.

Le Titulaire sera force de proposition, auprès du Maître d'Ouvrage ou de son AMO, à tout moment pour ce qui concerne les travaux à exécuter, les réglages et améliorations pouvant être apportées aux installations permettant au Maître d'Ouvrage de mieux gérer ses installations.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toutes non-conformités des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Si lors d'une intervention (corrective ou préventive), le Titulaire constate un danger grave et imminent, il en informe immédiatement par téléphone **et par courriel**, le responsable du Maître d'Ouvrage du site concerné ainsi que l'assistant au Maître d'Ouvrage.

En cas de non-respect de cette clause, le Titulaire s'expose aux pénalités prévues au CCAP.

2-3 Maintenance préventive.

Le nombre de maintenance préventive par équipement est de deux par an. Pour un même équipement un délai de 6 mois à plus ou moins 15 jours est à respecter entre deux maintenances préventives.

Lors de ces opérations de maintenances préventives le titulaire effectue la réparation, ou le cas échéant, le remplacement des pièces lorsqu'elles sont défectueuses, ou usées, afin de garantir un bon fonctionnement de l'équipement dans l'attente de la prochaine maintenance préventive.

Le titulaire réalise les opérations de maintenances préventives les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h. En fonction de l'activité hospitalière il peut être appelé à exécuter certaines maintenances préventives hors heures et jours ouvrés exemple : portes automatiques des blocs opératoires, le coût des opérations de maintenances préventives réalisées hors heures et/ou jours ouvrés est intégré dans le forfait étendu et traité par bon de commande pour le forfait minimal.

2.3.1 Forfait de maintenance du Contrat minimal.

Le contrat **minimal** comprend les prestations décrites dans les autres § du présent CCTP et la réalisation des prestations ci-dessous de 8h à 18h les jours ouvrés du lundi au vendredi :

- Les visites d'entretien périodiques, nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques et électroniques nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité;
- Les interventions quelque qu'en soit la raison (dépannage, assistance au bureau ou organisme de contrôle);
- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement ;
- La fourniture et l'affichage des notices d'instruction et d'utilisation lorsqu'elles sont effacées, dégradées ou inexistantes.
- La réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations tels que galets, axes, goupilles, visserie, patins de guidage de porte piétonne, signalisation lumineuse et sonore, organes de l'armoire de manœuvre tels que fusibles ;

Le contrat minimal ne comprend pas :

- Le remplacement des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations (barres palpeuses, cellules photo électriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, câbles, sangles, chaînes, ressorts de compensation/d'équilibrage, systèmes empêchant la chute du tablier, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur

et émetteur, cartes électroniques de commande, de réception...);

- Le remplacement des batteries de secours.
- Le remplacement des pièces constituant la structure des installations et les éléments de fixation dans le gros œuvre
- La réparation ou le remplacement des pièces consécutifs à des actes de vandalisme ;
- La réparation ou le remplacement des pièces fixes et mobiles ou de la structure des installations consécutif à une mauvaise utilisation des équipements, dégradations dues à un autre corps d'état lors d'opérations de manutention, de perçage, de travaux de fouille, au non-respect des instructions d'utilisation ou à une catastrophe naturelle ;
- La mise en conformité des équipements nécessitée par la réglementation ;
- Le marquage au sol ;
- Le remplacement et la reprogrammation des dispositifs de commande radioélectriques ou électriques tels que les badges, télécommandes, claviers, digicodes ;
- Le remplacement des dispositifs de détection enfouis ou apparents tels boucles magnétiques et inductives
- Le traitement anticorrosion ;

Ces prestations pourront être traitées par bon de commande.

2.3.2 Forfait de maintenance du Contrat étendu.

Le contrat **étendu** est un contrat 24h/24h 365j/an qui comprend les prestations décrites dans les autres § du présent CCTP et la réalisation des prestations ci-dessous :

- Les visites d'entretien périodiques, nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques et électroniques nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité;
- Les interventions quelque qu'en soit la raison (dépannage, assistance au bureau ou organisme de contrôle);
- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement;
- La fourniture et l'affichage des notices d'instruction et d'utilisation lorsqu'elles sont effacées, dégradées ou inexistantes.
- La réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations tels que galets, axes, goupilles, visserie, patins de guidage de porte piétonne, signalisation lumineuse et sonore, organes de l'armoire de manœuvre tels que fusibles;
- Le remplacement des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal des installations (barres palpeuses, cellules photo électriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, câbles, sangles, chaînes, courroies, ressorts de compensation/d'équilibrage, systèmes empêchant la chute du tablier, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur et émetteur, cartes électroniques de commande, de réception...);
- Le remplacement des batteries de secours
- Le remplacement des dispositifs de détection enfouis ou apparents tels boucles magnétiques et inductives
- Le traitement anticorrosion ;
- Les coûts relatifs aux dépannages, maintenances curative et corrective (pièces, main d'œuvre, déplacement, fourniture) 24h/24h/ 365J/an sont intégrés dans le forfait à l'exception des dépannages et autres maintenances qui font suite à des actes de vandalisme.

Le contrat étendu ne comprend pas :

- le remplacement des pièces constituant la structure des installations et les éléments de fixation dans le gros œuvre
- la réparation ou le remplacement des pièces consécutifs à des actes de vandalisme ;
- la réparation ou le remplacement des pièces fixes et mobiles ou de la structure des installations consécutif à une mauvaise utilisation des équipements, dégradations dues à un autre corps d'état lors d'opérations de manutention, de perçage, de travaux de fouille, au non-respect des instructions d'utilisation ou à une catastrophe naturelle ;
- la mise en conformité des équipements nécessitée par la réglementation ;
- le marquage au sol ;
- le remplacement et la reprogrammation des dispositifs de commande radioélectriques ou électriques tels que les badges, télécommandes, claviers, digicodes ;
- le traitement anticorrosion ;

Ces prestations pourront être traitées par bon de commande.

2-4 Gamme de maintenance.

Opérations	Semestriel
Vérification du bon fonctionnement des dispositifs concourant à la sécurité des personnes et des biens (barres palpeuse, pressostats, cellules photo électriques, etc.)	X
Vérification du débrayage manuel pour les portes de garage et les portes piétonnes, débrayage des vantaux et mise en mode « évacuation » pour les portes tournantes.	X
Vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort pour tous types de portes et les barrières.	X
Vérification des articulations, charnières, pivots, pignons.	
Vérification de l'état de conservation des affiches et du bon fonctionnement de la signalisation, feux orange clignotants, éclairage des zones de débattement et de refoulement, matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement.	X
Vérification des éléments de transmission du mouvement tels que bras, câbles, chaînes, sangles, courroies, poulies, pignons, clavettes et tous dispositifs associés.	X
Vérification du motoréducteur électrique, électrohydraulique, système pneumatique	X
Lubrification et réglages nécessaires au bon fonctionnement	X
Examen général du fonctionnement des installations	X
Vérification de(s) batterie(s) de secours et de la mise en mode « panique » des portes piétonnes en cas de coupure de l'alimentation principale.	X
Nettoyage des mécanismes, de l'intérieur et du dessus des caissons.	X
Vérification du verrouillage de porte ou de barrière	X
Vérification des éléments de guidage tels que rails, galets, guides.	X
Vérification des organes de commande et télécommande.	X
Vérification des systèmes d'équilibrage tels que contrepoids, ressorts...	X
Vérification et dépoussiérage de l'armoire de commande et de ses composants	X
Vérification des fixations des installations dans le gros œuvre	X
Vérification du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier si existant	X
Vérification de l'état des peintures, de la corrosion et de la déformation suite à chocs	X

Après chaque maintenance préventive d'un équipement, le technicien du titulaire apposera sur ledit équipement une étiquette autocollante indiquant la date de réalisation de la maintenance, exemple : « Equipement vérifié le 02/08/2026 »

Pour les portes automatiques ou semi-automatiques, cette étiquette devra être positionnée en hauteur sur la gauche du bandeau supérieur et être visible par les utilisateurs.

Pour les autres équipements l'étiquette sera collée à l'intérieur du boîtier de commande ou du compartiment moteur.

2-5 Dispositions particulières

2.5.1 Contrôle d'accès.

Les équipements peuvent être équipés d'un dispositif limitant l'accès aux seules personnes autorisées, tels que, contacts à clef, clés codées, claviers, lecteurs de badges de toutes sortes (liste non exhaustive).

Le Titulaire doit entretenir et remplacer (hors interface bâtiment) ces dispositifs de contrôle d'accès au titre du présent contrat. La fourniture des badges, clés codées est à la charge du Centre Hospitalier de Lavaur, seul la partie fixe installée sur les équipements est à la charge du Titulaire.

2.5.2 Assistance aux organismes de contrôle.

Le Centre Hospitalier de Lavaur se réserve la possibilité de procéder lui-même ou de faire procéder par une personne compétente de son choix à la vérification de la bonne exécution des prestations. Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification et de contrôles réglementaires sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.

Le Titulaire et le Bureau de Contrôle doivent se coordonner pour la planification des contrôles

Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 1 mois avant par écrit. Cependant, ce délai peut être réduit si des circonstances exceptionnelles nécessitent une intervention rapide.

Le Titulaire doit déléguer une personne suffisamment compétente pour réaliser les essais. La présence du

technicien affecté à la maintenance de l'équipement est recommandée.

2.5.3 Levées des réserves de maintenance.

Le Titulaire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes de contrôle tout au long de son contrat. Les réserves concernées sont celles liées à la maintenance des équipements et dues au titre du présent contrat forfaitaire.

Si un de ces contrôles révèle une anomalie de maintenance afférente à la sécurité des usagers ou des intervenants, le Titulaire procède à la levée immédiate de l'observation formulée s'agissant d'une intervention réalisable rapidement et/ou dispose de 24 h pour effectuer le traitement et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le Maître d'Ouvrage.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance concernant un des organes ou points de contrôles, le Titulaire dispose de 90 jours calendaires à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit l'organisme de contrôle et le Maître d'Ouvrage.

Passé ce délai, il sera appliqué par réserve non levée, les pénalités prévues au CCAP

2-6 Traçabilité

2.6.1 Carnet d'entretien.

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien papier ou informatique mis à la disposition de l'établissement du GHT et ce malgré l'existence éventuelle d'une GMAO.

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- Dates, heures d'arrivée et de départ du technicien ;
- Nom et signature du technicien ;
- Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les équipements au titre de l'entretien ;
- Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage ;
- Pour le cas où le Titulaire utilise des Codes pour la maintenance, un lexique permettant de faire le lien entre ces Codes et les opérations effectuées doit être annexé au registre de maintenance.

La présence du carnet d'entretien ne dégage pas le Titulaire de son obligation de renseigner la GMAO lorsqu'elle existe et avec un niveau de précision au moins égal à celui du carnet d'entretien.

2.6.2 Calendrier de maintenance corrective et levées des réserves

Le Titulaire devra soumettre au centre Hospitalier de Laval son calendrier de maintenance corrective et levées des réserves, qui devra faire apparaître les éléments suivants :

- La désignation de l'équipement
- La date de mise à l'arrêt de l'équipement
- La date de remise en service de l'équipement ;
- La définition des travaux exécutés.

Le Titulaire devra, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, informer le centre Hospitalier de Laval de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'un équipement.

Les conditions d'intervention sont déterminées d'un commun accord entre le centre Hospitalier de Laval et le Titulaire en prenant en compte les spécificités de l'activité hospitalière.

Ce calendrier aura valeur contractuelle.

2.6.3 Rapport d'activité

Un rapport d'activité réalisés par le titulaire accompagnera les réunions trimestrielles.

Ces réunions seront organisées au centre Hospitalier de Laval

La réunion trimestrielle aura pour objet :

- De vérifier le respect du planning de maintenance préventive ;
- De vérifier l'avancer des levées de réserves ;
- De vérifier que l'outil GMAO est bien renseigné ;
- De faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener ;
- De faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter ;

- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité.
- Le taux de disponibilité de chaque équipement sur le trimestre et en cumulé.
- Le nombre de panne par équipement sur le trimestre et en cumulé.
- Taux d'appels et taux de panne par équipement ;
- Listing des appels et dysfonctionnements groupés selon leur nature : défaillance technique, mauvaise utilisation, vandalisme, causes extérieures ou cas de force majeure, ... ;
- Le coût € TTC des pièces détachées remplacées (hors main d'œuvre) par équipement
- Le listing des équipements ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation ;
- Les délais d'intervention moyen ;
- Le listing des équipements avec plus de 3 pannes sur 1 mois. Evolution sur 6 mois de ces équipements ;
- Un historique des maintenances préventive et le temps passé ;
- Des suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des équipements
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves maintenance. Un détail d'avancement par équipement devra être fourni ;
- Un planning de levée des réserves non levées :
- Une analyse des écarts et remise de préconisations.

Les données des rapports trimestriels seront accompagnées d'analyses, de commentaires et de recommandations. Le Titulaire fera parvenir au Centre Hospitalier de Lavaur 5 jours ouvrés avant la date de la réunion, le rapport aux formats PDF et Excel pour les données chiffrées.

2-7 Pièces détachées

2.7.1 Stock pièces détachées

Le titulaire présentera dans son mémoire technique l'organisation qu'il compte mettre en place pour assurer l'approvisionnement et la disponibilité des pièces détachées dans les délais impartis. Il indiquera les marques d'équipement qui composent son stock en précisant dans un fichier Excel « Stock disponible » joint au mémoire technique

Marque	type	Libellé de la pièce détachée	Nombre d'unité disponible	Délai de réapprovisionnement du stock.

Ce fichier « Stock disponible » aura valeur contractuelle.

A noter que chaque équipement mis en œuvre par le titulaire inclut la protection associée :

- Etrier métallique de protection pour les barrières légères et potelet + TOTEM
- Potelet métallique pour les lyres
- Epingle métallique pour les barrières lourdes

(cf ci après pour description technique)

Le titulaire s'attachera à respecter ces préconisations techniques ou à installer un équipement techniquement équivalent.

Dans le cadre de la remise de son offre, le titulaire fournira les fiches techniques des équipements envisagés mis en œuvre sur chacun des sites hospitaliers.

Le Titulaire doit constituer un stock de pièces détachées de toutes les marques présentes au Centre Hospitalier de Lavaur lui permettant de garantir une remise en service des équipements dans les délais impartis. Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque équipement de marque autres que celles vendues et installées par lui-même sans application de clause de vétusté.

Le candidat peut proposer dans son offre un quantitatif différent mais pas en deçà du quantitatif mentionné ci-dessus.

Le stock proposé par le titulaire sera entreposé dans ses locaux et occasionnellement et après accord écrit dans les locaux du CH Lavour mis à disposition de manière ponctuelle. Le Titulaire reste responsable de son stock situé dans les locaux mis à disposition par le centre Hospitalier de Lavour. La charge financière de ce stock reste à la charge du titulaire.

Le titulaire doit être en mesure de présenter un état des stocks trimestriels et/ou sur simple demande du Centre Hospitalier de Lavour garantissant le respect des quantités présentées ci-dessus et renseignées dans son offre. A défaut, il se verra appliquer les pénalités prévues à cet effet dans le CCAP.

Dans le cas où le Titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il démontre l'obsolescence et le caractère non-réparable (courrier constructeur validé par un tiers expert par exemple) ;
- Il propose au Centre Hospitalier de Lavour la réalisation de travaux de remplacement voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement). L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations.

Chaque panne devra être expliquée par le Titulaire à la demande du Centre Hospitalier de Lavour notamment en déterminant la cause.

Au-delà des délais indiqués ci-dessus, et dans le cas où le Titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce après avoir démontré l'obsolescence et le caractère non réparable, il propose à l'établissement la réalisation de travaux de modernisation. L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations.

La fourniture et la pose des pièces hors contrat feront l'objet de facturation supplémentaire selon le Bordereau de Prix Unitaire "BPU" annexé à l'acte d'engagement du présent marché.

Les techniciens du Titulaire qui interviennent hors heures et jours ouvrés doivent avoir accès aux stocks de pièces détachées.

Toutes les pièces remplacées dans le cadre d'opération de maintenance seront garanties 1 an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

2-8 Délais

2.8.1 Délais d'intervention et de remise en service

Le titulaire s'engage à intervenir :

- Contrat minimal : Les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h à 18h
- Contrat étendu : 24h/24 tous les jours de l'année, à compter de l'appel des Services Techniques du Centre Hospitalier de Lavour

Le titulaire devra mettre en place les outils permettant d'assurer centre Hospitalier de Lavour:

- La prise en compte immédiate de son appel ; contact de son centre d'appel ainsi qu'une procédure dégradée en cas de défaillance de ce dernier.
- La confirmation de la prise en compte de son appel.

Criticité ⁽¹⁾	Délai d'intervention	Délai de remise en service
1	2 heures	8 heures
2	4 heures	24 heures
3	8 heures	48 heures

⁽¹⁾ Dans le cas présent la criticité mesure l'impact d'une défaillance d'un équipement sur les personnes, les biens et l'activité hospitalière, c'est le représentant du service technique de l'établissement qui définit la criticité :

Niveau de criticité	Impact	Estimation en % des interventions
1	Urgent	5%
2	Critique	20%
3	Tolérable	75%

2.8.2 Délais de levée des réserves

Etat de la réserve	Délais pour effectuer la levée de réserve
Réserve révélant une anomalie de maintenance mettant en cause la sécurité des personnes ou la préservation du matériel, l'équipement pourra être mis hors service.	24h pour effectuer la réparation
Réserve révélant une anomalie de maintenance ne mettant pas en cause la sécurité des usagers ou des intervenants sur l'équipement ou si la préservation du matériel n'est pas mise en cause	Dans les 30 jours qui suivent la date de la transmission de la réserve au titulaire

2.8.3 Délais de remise de devis

Situation	Délais maximum pour la réception du devis
Equipement à l'arrêt	Dans les 24h qui suivent la mise à l'arrêt de l'équipement
Equipement en fonctionnement	Dans les 72h qui suivent la demande de devis
Devis pour fourniture	Dans les 72h qui suivent la demande de devis

TITRE III – EXECUTION DES PRESTATIONS DE LIVRAISON DE FOURNITURE

Le titulaire s'engage à assurer l'approvisionnement en pièces détachées et de consommables pour les Services Techniques du Centre Hospitalier de Laval

Le Titulaire ne doit en aucun cas délivrer de la fourniture sans bon de commande.

3-1 Rédaction Devis

Pour la fourniture, le titulaire du marché fournira un devis détaillé qui sera envoyé par messagerie au format PDF et comportera :

- Les informations concernant le marché :
 - Le numéro de marché, objet et référence ;
 - Les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
 - L'identification du titulaire (dénomination sociale, numéro SIRET ou SIREN, adresse) ;
 - Le numéro fournisseur du titulaire du marché ;
- Les informations concernant la fourniture :
 - La marque;
 - Le libellé;
 - La référence;
 - La quantité ;
 - Le numéro du code (pour la fourniture identifiée dans le BPU).
 - Le prix unitaire HT et TTC de la fourniture
 - Pour la fourniture non ciblée au BPU, Le coefficient de majoration ou minoration à appliquer sur le prix de la fourniture du tarif public fournisseur, tel que fixé dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement ; (le titulaire devra fournir la copie de la facture « fournisseur » lors de la facturation);
 - Frais de livraison (voir CCAP)
 - Fiche technique

3-2 Lieux de livraison

Les fournitures pourront être principalement livrées aux adresses ci-dessous indiquées :

Centre Hospitalier de Lavaur
Service Technique
1 place Vialas - 81500 LAVAUR

La liste des lieux d'exécution est susceptible d'évoluer au cours du marché (déménagement, suppression ou ajout de site), et ce sans surcoût pour le Centre Hospitalier de Lavaur.

3-3 Modalité de livraison

Les fournitures livrées seront d'origines « constructeur ».

Les fournitures seront accompagnées d'un bulletin de livraison, indiquant :

- Le nom du titulaire du marché,
- La date d'expédition et de livraison,
- La référence de la commande (le titulaire fera apparaître sur le bon de livraison l'unité gestionnaire dans laquelle a été passée la commande),
- La nature de la livraison,
- Les quantités livrées,
- Les prix unitaires et totaux.

TITRE IV – EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX

4-1 Généralités

4.1.1. Introduction.

Le Titulaire du marché de Maintenance est chargé des travaux sur la base du Bordereau de Prix Unitaires.:

- Modernisation
- Mises en conformité aux réglementations
- Remplacement ou mise en place de nouvel équipement maintenance curative

Quelle que soit la nature des travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de lancer une consultation dans le respect des dispositions du code de la commande publique,

Avant le démarrage des travaux, un état des lieux sera réalisé conjointement par le Titulaire des travaux et le Titulaire de maintenance. Ce document devra être cosigné par les deux parties et remis au représentant du Maître d'Ouvrage.

En cas de désaccord, un bureau d'expertise pourra être mandaté par le Maître d'Ouvrage.

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire de maintenance suspendra ses interventions sur l'appareil concerné.

En conséquence, le marché de maintenance de cet appareil sera temporairement suspendu, entraînant une réduction proportionnelle de la facturation trimestrielle basée sur le nombre de jours d'arrêt.

À compter du début des travaux, l'appareil passera sous la responsabilité exclusive du Titulaire des travaux. Une fois les interventions achevées et après réalisation des réglages et mises au point nécessaire, un nouvel état des lieux contradictoire sera établi entre les deux parties.

Après réception définitive des travaux, l'appareil pourra bénéficier d'une période d'entretien de 12 ou 24 mois assurée par le Titulaire des travaux, sous réserve que cette clause soit spécifiée dans le marché des travaux.

Dans le cas contraire, la maintenance sera automatiquement prise en charge par le Titulaire du marché de maintenance dès la fin des travaux.

Un état des lieux contradictoire sera alors réalisé entre le Titulaire des travaux et le Titulaire de maintenance, cosigné par les deux parties et remis au Maître d'Ouvrage. En cas de désaccord, un bureau d'expertise pourra être mandaté.

L'appareil réintégrera ensuite la gestion normale du Titulaire de maintenance, qui deviendra l'unique interlocuteur pour toutes les opérations d'entretien courant.

Si les exigences en matière d'entretien requises pour l'application de la garantie constructeur ou entreprise ne sont pas respectées, les travaux de remise en état de l'équipement seront à la charge du Titulaire de maintenance.

Enfin, toute non-conformité dans la procédure de passation entre les Titulaires sera intégralement imputable à la société Titulaire du marché de maintenance.

Le Titulaire, dans le cadre du présent marché de travaux, ou missionné par Ordre de Service, a la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce au Bordereau des Prix Unitaire (BPU) rempli par le Titulaire.

Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants ;
- Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché ;
- Avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état ;
- Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution ;
- Avoir signalé à l'établissement adhérent, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du B.P.U, le cas échéant ;
- Avoir effectué les relevés nécessaires, lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- Avoir mesuré :
 - Les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté,
 - Les conditions d'interventions et les moyens nécessaires qui sont, sur proposition du Titulaire, validées par l'établissement adhérent.
 - Les plages horaires pendant lesquelles les travaux bruyants ne pourront pas être effectués ;
 - Les plages horaires d'indisponibilité de certains équipements (équipements bloc par exemple).

En aucun cas, le Titulaire ne pourra invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des équipements.

4.1.2. Dispositions particulières en site occupé.

Les prestations seront réalisées dans des établissements hospitaliers en activité. Le Titulaire devra ainsi anticiper et mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin de minimiser les nuisances générées par ses interventions (bruit, poussière...), afin de préserver le confort des patients et des professionnels de santé

Une attention particulière sera portée :

- Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment ;
- Etudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions ;
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel de l'établissement, des personnes hospitalisées, du public et des intervenants ;
- Eviter d'encombrer l'usage des passages de circulation (et conserver, si les lieux le permettent, les largeurs de passage conformes aux réglementations des ERP) ;
- Evacuer ses gravats et s'assurer en permanence de la propreté du chantier dans le respect des règles d'hygiène de l'hôpital ;
- Protéger les ouvrages existants ;
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des usagers, du Maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning devra faire l'objet d'une note rectificative au Centre Hospitalier de Lavaur, indiquant les motifs du retard ;
- Respecter les horaires de travail préalablement définis avec le responsable technique de l'établissement:
 - Dans le souci notamment de limiter la gêne occasionnée par le bruit,
 - Afin d'adapter les contraintes liées aux travaux, aux conditions d'exploitation de l'établissement. A cette fin, les travaux pourront être réalisés en horaires décalés ;
- Informer ses employés du devoir de discrétion qui leur incombe et notamment de respecter la charte de l'établissement.

Selon les disponibilités du personnel hospitalier et la nature de l'intervention, le Titulaire pourra être accompagné ou non par un agent de l'établissement.

4.1.3. Assurance.

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-2 Prescriptions techniques

4.2.1. Définition du matériel proposé.

La proposition du Titulaire sera considérée comme étant conforme au C.C.T.P.

Toutefois, le Titulaire fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc.),

Le Titulaire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des équipements.

4.2.2. Qualité du matériel.

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc., seront neufs, de bonne qualité, et seront d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.

Les pièces de rechange ou détachées devront être en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "objet du marché" en France).

Il appartient au Titulaire qui demeure seul responsable des travaux de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Centre Hospitalier de Lavaur ou par l'Assistant à Maître d'Ouvrage ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité du Titulaire.

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiée

4.2.3. Caractéristiques techniques barrière type Logistique.

Les barrières de type logistique sont de caractéristiques suivantes

- Carrosserie en tôles d'acier
- Portes latérale et/ou frontale avec joint d'étanchéité périphérique et serrures à clef, positionné pour permettre les opérations de maintenance en sécurité (hors voiries).
- Capot supérieur amovible, verrouillé par serrure à clef.
- Lisse centrale ovale renforcée de 3 à 6m, en aluminium, laquée blanc, avec bandes réfléchissantes rouges, de longueur adaptée à la voirie et horizontabilité du bras indéréglable.
- Arbre d'entraînement, monté sur deux paliers, lubrifié à vie.
- Variateur de fréquence assurant des accélérations progressives et des décélérations amorties, pour un mouvement sans vibrations, une inversion de sens sans à-coups (réouverture).
- Temps d'ouverture/fermeture réglable (minimum: 3 s)
- Limiteur de couple permettant l'arrêt immédiat de la lisse pendant la fermeture en cas d'obstacle.
- Alimentation électrique: monophasée 230VAC, 50/60Hz.
- Lyre électromagnétique
- Remontée automatique en cas de coupure de courant
- Boucle au sol de sécurité
- RAL au choix des établissements du GHT et à défaut fût RAL 7024 – capot RAL 3020

Ces barrières seront de type BL43 de chez Automatic system ou LBA86 de chez La Barrière Automatique ou

techniquement équivalent.

Le titulaire transmet les fiches techniques produits dans la remise de son offre.

4.2.4. Caractéristiques techniques barrière type véhicule léger.

Les barrières de type véhicule léger sont de caractéristiques suivantes

- Carrosserie en tôles d'acier
- Lisse ronde de 3 à 6m, en aluminium, avec bandes réfléchissantes rouges, de longueurs adaptées à la voirie
- Système d'entraînement lubrifié à vie.
- Variateur de fréquence assurant des accélérations progressives et des décélérations amorties, pour un mouvement sans vibrations, une inversion de sens sans à-coups (réouverture).
- Temps d'ouverture/fermeture réglable (minimum: 1.5 s)
- Limiteur de couple permettant l'arrêt immédiat de la lisse pendant la fermeture en cas d'obstacle.
- Alimentation électrique: monophasée 230VAC, 50/60Hz.
- Lyre électromagnétique
- Remontée automatique en cas de coupure de courant
- 2 rails DIN dans les fûts
- RAL aux choix établissements GHT et à défaut fût RAL 7024 – capot RAL 3020
- Boucle au sol de sécurité

Barrières seront de type LBA6 de chez La Barrière Automatique ou BL227 de AUTOMATIC SYSTEM ou techniquement équivalent. Le titulaire transmet les fiches techniques produits dans la remise de son offre.

4.2.5. TOTEM ou POTELET

Les TOTEM (BOR 235 de AS ou équivalent) ou POTELET d'accès sont de type AUTOMATIC SYSTEM ou équivalent.

Les caractéristiques sont les suivantes :

- Etanchéité IP44
- Boîtier acier
- RAL 7024 ou au choix établissements GHT
- Fixation selon fournisseur
- Dimensions 270 mm x 270 mm
- Porte accès
- Panneau démontable en façade en résine 6mm
- Auvent sur face avant

La prestation prévoit la mise en œuvre des TOTEM ou POTELET . Le titulaire transmet les fiches techniques produits dans la remise de son offre.

4.2.6. Mobilier urbain de protection

Etrier de protection

Un arceau métallique de protection est mis en œuvre en périphérie des luminaires implantés en extrémité de place et au droit de chaque barrière, TOTEM, support de lisse (lyre). Les étriers de protection sont de type POLYPAINTE ou équivalent.

Les arceaux sont en acier galvanisé, traité anti corrosion, finition thermo laquée teinte RAL 7024. Ils sont de 65 cm de hauteur hors sol, circulaire, 3pieds, tube Ø60 mm, efficace à 360°.

La prestation prévoit toute sujétion de mise en œuvre. Le titulaire transmet les fiches techniques produits dans la remise de son offre.

Potelet métallique

Les potelets métalliques sont de diamètre 90 mm, hauteur 120 cm (hauteur hors sol : 90 cm) et sont mis en œuvre dans espace vert ou sur enrobé à partir d'un massif béton 15 cm x 15 cm x 50 cm. Ils sont RAL 7024

La prestation prévoit toute sujétion de mise en œuvre. Le titulaire transmet les fiches techniques produits dans la remise de son offre.

Epingle métallique de protection

Les arceaux métalliques sont de diamètre 60 mm, hauteur 120 cm (hauteur hors sol : 90 cm) largeur entre pied 62 cm et sont mis en œuvre dans espace vert ou sur enrobé à partir d'un massif béton 15 cm x 15 cm x 50 cm. Ils sont RAL 7024.

La prestation prévoit toute sujétion de mise en œuvre. Le titulaire transmet les fiches techniques produits dans la remise de son offre.

4.2.7. Provenance des matériaux et produits.

Le Titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché et aux exigences de sécurité des normes dont ils relèvent. Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

4.2.8. Essais et vérification de fonctionnement.

Après achèvement complet des travaux pour chaque équipement, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Titulaire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires, le matériel restant sa propriété.

4-3 Réception des travaux

4.3.1. Essais réglementaires et réception de l'ouvrage.

Dans son offre, le Titulaire effectuera les essais réglementaires. Le Titulaire fournira les caractéristiques des matériels. Ces pièces seront communiquées au représentant de l'établissement du GHT et, le cas échéant à l'Assistant à Maître d'Ouvrage.

4.3.2. Mise en service.

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque équipement et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le Titulaire et l'établissement du GHT ou son Assistant à Maître d'Ouvrage.

L'acceptation par les parties de la mise en service ne vaut toutefois pas réception (ou admission).

Le PV de réception sera formalisé sur un support dédié.

Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

4.3.3. Visa de documents d'exécution.

AVANT TRAVAUX :

Les documents que le Titulaire doit établir au titre de son marché seront remis au Centre hospitalier de Laval ou à son Assistant à Maître d'Ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de la commande.

Si le centre hospitalier de Laval ou son Assistant à Maître d'Ouvrage constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose, à partir de la remise, d'un délai de 15 jours calendaires pour en informer le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir des nouveaux documents corrigés ou son Assistant à Maître d'Ouvrage délivre son visa sur les documents conformes au projet.

Le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa de contrôle du Centre hospitalier de Laval ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage seront considérés comme nuls.

APRES ACHEVEMENT :

Après achèvement des travaux, le Titulaire est tenu de fournir, sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires, un dossier technique rédigé en Français comportant :

- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des équipements et particulièrement pour la sécurité ;
- Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus Codes de défaut, programmation des paramètres ;
- Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation ;
- Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs de portes cabines ;
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage ;
- Les documents demandés par tout organisme de contrôle.

4.3.4. Garantie.

Une garantie de 1 ans sera assurée dans le cadre des travaux réalisés y compris dans la situation cette garantie court au-delà de l'échéance du contrat de maintenance.

Tous les documents seront disponibles en Français. Les éventuelles abréviations sur les schémas feront l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

4-4 Modalités de chantier

4.4.1. Programme et Calendrier d'exécution.

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

4.4.2. Exécution des travaux.

Ces prestations peuvent être effectuées en dehors des heures ouvrées. Le Titulaire soumettra son planning à l'établissement du GHT qui décidera, en fonction des impératifs des services hospitaliers, des ajustements nécessaires.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Les prestations à exécuter au titre du présent marché prévoient notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'équipement conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation de l'équipement devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Lors de la prise en charge des équipements, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

4.4.3. Visites et investigations.

Le Titulaire ne doit pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que l'Assistant à Maître d'Ouvrage estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle quelle est communiquée au Titulaire.

4.4.4. Suivi de chantier.

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le Centre Hospitalier de Laval, pendant toute la durée de l'opération.

Le Titulaire déléguera un responsable ou technicien qualifié, agréé par l'Assistant à Maître d'Ouvrage avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu réalisé par le Centre hospitalier de Laval ou son assistant, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- Formaliser l'avancement des travaux ;
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de recalibrer le planning d'exécution ;
- Valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services ;
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées ;
- Confirmer les décisions prises aux cours des réunions précédentes.
- Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantiers suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées seront contractuelles et acceptées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe,

aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

4.4.5. Propreté du chantier.

Le Titulaire prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit chantier et la gestion des déchets du chantier, conformément aux procédures liées aux règles de bio-nettoyage du Centre Hospitalier de Laval.

Les sols, tapis, circulations et escaliers seront à maintenir quotidiennement en bon état de propreté. Le cheminement de livraison sera convenu entre l'établissement adhérent et le Titulaire qui procédera, s'il y a lieu, au balisage et à la protection des sols par des matériaux conformes en tenue au feu aux exigences des ERP/IGH et aux règles d'hygiène des hôpitaux. Les livraisons se feront aux horaires convenus avec le centre Hospitalier de Laval afin de ne pas perturber l'activité hospitalière de l'établissement.

Le nettoyage des ouvrages sera effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravats, déchets et emballages divers devront être évacués du chantier de façon continue.

4.4.6. Hygiène et sécurité.

L'attention du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que ces travaux sont à effectuer dans un milieu hospitalier aux règles d'hygiène strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

Le centre Hospitalier de Laval (ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire devra s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants seront équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives seront privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse était détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la correction du danger et sa validation par l'Assistant à Maître d'Ouvrage. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés seront à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire respectera tous les règlements en vigueur. Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il jugera utile de mettre en œuvre. Tous les équipements de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches sera adressée au Maître d'œuvre avant toute utilisation.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le pouvoir adjudicateur pourra résilier de plein droit le contrat du Titulaire au niveau du centre Hospitalier de Laval (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au centre hospitalier de Laval. Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux doit être en possession d'une habilitation électrique.

4.4.7. Protection de l'environnement.

Les différentes actions engagées par les soumissionnaires pour la préservation de l'environnement seront particulièrement analysées.

Le Titulaire devra s'engager dans la gestion des déchets, afin de répondre aux deux principaux objectifs suivants : limiter la production de déchets et recycler les déchets. Pour ce faire, le Titulaire devra réduire ses déchets liés à son activité de maintenance. Le Titulaire devra aussi trier ses déchets produits, suivant les procédures de tri sélectif et de recyclage des déchets.

L'offre devra préciser les moyens mis en œuvre pour effectuer le retraitement des déchets tels que précisés ci-après. Pour le Titulaire de maintenance ascenseur, 3 types de déchets sont distingués :

- ☐ Les D3E : Déchets en provenance des équipements électriques et électroniques
- ☐ Les déchets industriels dangereux
- ☐ Les déchets Titulaires

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des déchets électriques et électroniques (D3E) dans le respect des décrets n° 2014-92 du 19 août 2014 et n°2013-988 du 06 novembre 2013 ainsi que les arrêtés ultérieurs.

Les D3E appartiennent à la famille des Déchets industriels Banals (D.I.B.) et doivent être retraités au même titre que les piles et la ferraille.

On entend par "traitement" : toute opération suivant l'arrivée des D3E dans des installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des D3E.

Sont notamment compris au sens des D3E pour les ascenseurs, l'armoire électrique, le moteur, l'opérateur de porte, les boîtiers électriques et les boîtes à boutons. Le Titulaire prendra à sa charge le traitement des D3E de l'installation

concernée même si le matériel n'est pas de sa fabrication.

- Les Déchets Industriels dangereux (D.I.D)

Les déchets industriels dangereux regroupent entre autres : les hydrocarbures, les batteries et les tubes fluorescents.

Dans le domaine de l'ascenseur, les hydrocarbures à prendre en compte en termes de retraitement sont les huiles en provenance des centrales hydrauliques et des groupes motoréducteurs.

Le Titulaire doit l'évacuation et le traitement des D.I.D dans le respect de la législation et de la réglementation applicables en matière de protection de l'environnement.

Traçabilité par Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD)

- Les déchets amiantés

Traçabilité par Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA)

- Les déchets Titulaires

Les déchets Titulaires devront également être retraités. On entend par déchet Titulaire les emballages des matériels neufs, les bombes aérosol, les colles et mastics, les résidus de peinture.

4.4.8. Amiante.

Le centre Hospitalier de LAVAUR doit communiquer le Dossier Technique Amiante (DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du Code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le centre hospitalier de Lavour a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcout ne pourrait être demandé par le Titulaire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la consultation.

Le Titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Titulaire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique Amiante, il est tenu d'en informer immédiatement le service technique du Centre Hospitalier de Lavour

Le cas échéant, le Titulaire détaillera dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifiera dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcouts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, le Titulaire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le centre hospitalier de Lavour et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le centre hospitalier de Lavour convoquera le Titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

REPERAGE AVANT TRAVAUX :

Si nécessaire, avant le démarrage des travaux, le centre hospitalier de Lavour fait réaliser un repérage avant travaux conformément aux prescriptions imposées par l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

4.4.9. Communication pendant la phase du Chantier.

30 jours calendaires maximum avant le début du chantier, le Titulaire confirmera aux services techniques du centre hospitalier de Lavour son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- La date d'installation de l'équipe travaux ;
- La date et l'heure de livraison des matériels ;
- La date d'arrêt de l'équipement ;
- Les plages de dates et d'heures des travaux bruyants ;
- La date de remise en service de l'équipement.

Toute information postérieure venant modifier ce planning devra faire l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Titulaire (information des utilisateurs).

Le Titulaire se conformera à la politique générale de communication du centre Hospitalier de Lavour.

ANNEXE
LISTES DES PORTES ET PORTAILS CH LAVAUR

N°	Marque	Type	Localisation	Site	adresse
45016329	ETANCH MARKUS	Porte piétonne	BLOC ORTHO PRATICIEN	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016330	MARKUS + KIT PORTALP	Porte piétonne	BLOC ORTHO PATIENT	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016331	MARKUS + KIT PORTALP	Porte piétonne	BLOC DIGESTIF PRATICIEN	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016332	MARKUS + KIT PORTALP	Porte piétonne	BLOC DIGESTIF PATIENT	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016333	ACCUEIL ACL 150	Porte piétonne	LABORATOIRE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016334	TORMAX	Porte piétonne	MEDECINE ACCES PAR COUR D'HONNEUR	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016335	DORMA ED 200	Porte piétonne	GUIRAUD CASSAING	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016336	HORMAN HR116	RIDEAU	URGENCE PORTAIL SAS POMPIER ENTREE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016337	HORMAN HR116	RIDEAU	URGENCE PORTAIL SAS POMPIER SORTIE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016338	RECORD STA17	Porte piétonne	URGENCE SAS TRANSFERT COTE EXTERIEUR	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016339	RECORD STA17	Porte piétonne	URGENCE SAS TRANSFERT COTE INTERIEUR	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016340	RECORD STA17	Porte piétonne	SOINS CONTINUS SAS COTE INTERIEUR	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016341	RECORD STA17	Porte piétonne	SOINS CONTINUS SAS COTE EXTERIEUR	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016342	KABA	Porte piétonne	URGENCES INTERIEUR SAS ENTREE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016343	PORTALP	Porte piétonne	URGENCES ENTREE PIETONNE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016344	TORMAX	Porte piétonne	URGENCES SAS EXTERIEUR ENTREE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016345	TORMAX	Porte piétonne	URGENCES LOCAL IAO	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45068827	TORMAX	Porte piétonne	URGENCES Accès par Cour Honneur	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016346	RECORD	Porte piétonne	ACCES RADIOLOGIE / UHCD	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016347	RECORD STA20	Porte piétonne	ENDOSCOPIE PREPARATION	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016348	ETANCHE RECORD	Porte piétonne	ENDOSCOPIE SALLE EXAMEN	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016349	RECORD STGDFA 127	Porte piétonne	SAS BLOC ENTREE ENDOSCOPIE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016350	RECORD STA20	Porte piétonne	SAS BLOC SORTIE ENDOSCOPIE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016351	FAAC 4005B	portail coulissant	GUIRAUD ENTREE rue de l'hôpital	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016352	RECORD STA20	Porte piétonne	RADIOLOGIE URGENCE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016353	RECORD STA20	Porte piétonne	CONSULTATIONS AVANCEES RADIOLOGIE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016354	TORMAX 2201	Porte battante	CONSULTATION AVANCEES ENTREE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016359	RECORD STGDFA 127	Porte piétonne	SCANNER ENTREE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016360	GMV76	Barrière	ENTREE RUE DE L'HOPITAL	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016361	PORTALP DIVA	Porte piétonne	CONSULTATION MÉMOIRE ENTREE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45194977		Porte piétonne	PLATEAU CONSULT PORTE INTERIEURE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR

45194979		Porte piétonne	PLATEAU CONSULT PORTE EXTERIEURE	HOPITAL GUIRAUD	LAVAUUR
45016371	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Salle accouchement 1 - D0015	MATER SSR	LAVAUUR
45016372	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Salle accouchement 2 - D0014	MATER SSR	LAVAUUR
45016373	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Salle pré-travail 2 - D0016	MATER SSR	LAVAUUR
45016374	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Salle pré-travail 1 - D0017	MATER SSR	LAVAUUR
45016375	RECORD STG DFA 127	Porte piétonne	Laverie centrale - D0046	MATER SSR	LAVAUUR
45016376	RECORD STG DFA 127	Porte piétonne	Circulation office alimentaire - D0073	MATER SSR	LAVAUUR
45016377	RECORD STM 20	Porte piétonne	Circulation CH 050 à 051 - D0090	MATER SSR	LAVAUUR
45016378	RECORD STM 20	Porte piétonne	Sas d'entrée - D0160	MATER SSR	LAVAUUR
45016379	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Hall d'entrée - D0157	MATER SSR	LAVAUUR
45016380	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Surveillance pédiatrique D0012	MATER SSR	LAVAUUR
45016381	RECORD DFA 127	Porte piétonne	Sas prépa chir - D0024	MATER SSR	LAVAUUR
45016382	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Bloc 3 - D0030	MATER SSR	LAVAUUR
45016383	RECORD DFA 127	Porte piétonne	Circulation Bloc 3 - Circulation arrière - D0023	MATER SSR	LAVAUUR
45016384	RECORD STM 20 RED/DUO	Porte piétonne	Sas transfert Bloc 3 - D0025	MATER SSR	LAVAUUR
45016385	TORMAX 1201	Porte piétonne	Circulation salles accouchement / sas transfert - D0020	MATER SSR	LAVAUUR
45016386	RECORD STG DFA 127	Porte piétonne	Sas transfert vers accouchement - D0035	MATER SSR	LAVAUUR
45016387	RECORD STG DFA 127	Porte piétonne	Entrée zones bloc et log D0036	MATER SSR	LAVAUUR
45016388	RECORD STG DFA 127	Porte piétonne	Entrée zones bloc et log (accès circu log) - D0040	MATER SSR	LAVAUUR
45016389		Barrière	Barrière Av Malroux	MATER SSR	LAVAUUR
45016390	BFT ARES 1500	Portail	Portail Av Malroux	MATER SSR	LAVAUUR
45016391		Barrière	Barrière Rue Cassaing entrée	MATER SSR	LAVAUUR
45016392		Barrière	Barrière Rue Cassaing sortie	MATER SSR	LAVAUUR
45016393	BFT ARES 1500	Portail	Portail rue Cassaing	MATER SSR	LAVAUUR
45068828		Porte piétonne	porte passerelle vestiaire SSR R +1	MATER SSR	LAVAUUR
45016362	FAIVELEY	Porte piétonne	SAS COTE INTERIEUR	EHPAD	LAVAUUR
45016363	FAIVELEY	Porte piétonne	SAS COTE EXTERIEUR	EHPAD	LAVAUUR
15068830		Porte piétonne	R+1 ENTRE PASA ET EHPAD	EHPAD	LAVAUUR
	TORDMAX WD2201	Porte piétonne	RDC ACCES TERRASSE	EHPAD	LAVAUUR
45016364	GUNTER	Sectionnelle	CUISINE QUAI DE CHARGEMENT	PINEL	LAVAUUR
45016365	CAME	Portail COULISSANT	Entrée principale PINEL	PINEL	LAVAUUR
45016366	CAME	Portail	Entrée principale SSIAD	SSIAD	LAVAUUR
45016367	CAME	Portail COULISSANT	ACCES LIVRAISON	USLD	LAVAUUR
45016368	GUEZEMATIC	Porte piétonne	SAS D'ENTREE COTE EXTERIEUR	UPC	CASTRES
45016369	GUEZEMATIC	Porte piétonne	SAS D'ENTREE COTE INTERIEUR	UPC	CASTRES
45016370	CARDIN	Portail	Entrée principale UPC	UPC	CASTRES